

N/Réf. : 04-03-01/2019-12-08

Objet : Demande d'accès en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels¹

Maître,

Par la présente, nous souhaitons donner suite à votre demande d'accès à l'information reçue le 16 décembre 2019.

Conformément à l'article 9 de la Loi, vous trouverez ci-après les réponses à chacune des questions que vous nous avez posées :

- La CTQ ne dispose d'aucuns « mémorandums, notes, directives, politiques écrites ou autres documents écrits internes concernant l'application par la Commission des transports du Québec de la *Loi sur la laïcité de l'État*, L.Q. 2019, c. 12 » (la «Loi sur la laïcité»);
 - La CTQ ne dispose d'aucune « correspondance (courriels ou lettres) envoyée aux candidats à un poste visé par la Loi sur la laïcité au sein de la Commission des transports du Québec, dans laquelle la Commission indique que le ou la destinataire porte un symbole religieux et sera tenu de le retirer s'il ou si elle souhaite travailler pour » la Commission;
 - La CTQ ne dispose d'aucune « correspondance (courriels ou lettres) envoyée aux candidats à un poste visé par la Loi sur la laïcité au sein de la Commission des transports du Québec, dans laquelle la Commission indique que, le ou la destinataire refusant de confirmer qu'il ou qu'elle retirera ou ne portera pas un symbole religieux, il ou elle n'est pas éligible à travailler pour » la Commission;
 - La CTQ ne dispose d'aucune « correspondance (courriels ou lettres) envoyée aux employés à ces postes, dans laquelle la Commission des transports du Québec indique que, le ou la destinataire refusant de confirmer qu'il ou qu'elle retirera ou ne portera pas un symbole religieux, il ou elle n'est pas éligible à continuer à travailler pour » la Commission;
- .../2
- La CTQ n'a traité aucun « grief ou plainte formulé par les employés actuels aux postes visés par la Loi sur la laïcité ou les candidats à ces postes, ou leurs syndicats, en rapport avec l'application de cette loi par » la Commission;

¹ RLRQ, c. A-2.1

- Enfin, la CTQ n'a aucune « donnée statistique concernant :
 - Le nombre et le sexe des candidats à des postes visés par la Loi sur la laïcité ayant refusé un emploi au sein de la Commission des transports du Québec en raison de leur refus de se conformer à cette loi, ainsi que la nature du ou des symboles religieux portés par ces personnes;
 - Le nombre et le sexe des employés à des postes visés par la Loi sur la laïcité dont les dossiers ont été fermés par la Commission des transports du Québec en raison de leur refus de se conformer à cette loi, ainsi que la nature du ou des symboles religieux portés par ces personnes ».

Nous vous prions de recevoir, Maître, nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels,

HC/nl

Hélène Chouinard, avocate

p. j. Demande de révision

Demande de révision auprès de la Commission d'accès à l'information

Pouvoir

L'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée, en tout ou en partie, par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit ; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC Commission d'accès à l'information Bureau 2.36 525, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5S9 Tél. 418 528-7741 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 418 529-3102	MONTRÉAL Commission d'accès à l'information Bureau 18.200 500, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1W7 Tél. : 514 873-4196 Sans frais : 1 888 528-7741 Télec. : 514 844-6170
--	--

Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit explicitement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

14 juin 2006
Mise à jour le 16 septembre 2016